



# ***Annexe***

## ***Compte financier***

### ***2020***

***Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel  
et Professionnel***

## 1 FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

### La crise sanitaire : impact et conséquences pour Avignon Université

En réaction au premier confinement général instauré le 17 mars 2020, la Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation revient sur l'état d'urgence sanitaire et le rôle des établissements d'enseignement supérieur dans la gestion de la crise et propose d'utiliser le produit de la CVEC (Contribution Etudiante et Vie de Campus) pour répondre aux besoins matériels et quotidiens des étudiants en situation de précarité.

La Présidence a, dans ce cadre, arrêté la création d'une commission CVEC exceptionnelle afin de financer les dispositifs suivants :

- Aides au rapatriement des étudiants de l'établissement en stage ou en séjour d'étude à l'étranger (18 k€ dont 12 k€ financés par la région PACA )
- Aides financières liées à l'achat d'équipements informatiques pour un montant de 74k€ (clés 4G, aide à l'achat d'ordinateur) ou à la compensation d'une perte de revenus/gratifications de stage (13k€)

Durant cette période de crise sanitaire, le législateur a assoupli la réglementation et les conditions de mise en jeu de la responsabilité personnelle et pécuniaire des agents comptables pour permettre notamment le traitement de ces aides à destination des étudiants.

Les dispositifs d'aide à l'achat d'équipements informatiques et de perte de revenus ont été poursuivis, au vu de l'évolution de la situation sanitaire sur la rentrée universitaire 2020/2021. L'Université ayant parallèlement acquis des ordinateurs portables afin de faciliter le prêt aux étudiants et d'équiper l'ensemble des personnels de l'université.

### PANORAMA - Pour l'Accompagnement à l'OrientatIon et à la Réussite à Aix-Marseille Avignon et Toulon

PANORAMA vient compléter les projets NCU du PIA 3, dont sont déjà lauréats les 3 universités partenaires, afin de mieux articuler l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur dans une logique bac-3/bac+3 et améliorer la réussite des étudiants.

Ce projet a été co-construit par Aix-Marseille Université et un large consortium de partenaires : Rectorats d'Aix-Marseille et de Nice, Avignon Université, Université de Toulon, Sciences Po-Aix, Centrale Marseille; la Région SUD, Campus des Métiers et des Qualifications, l'ONISEP; les associations AFEV, Article 1, Sortie d'Amphi, Elles bougent, Cap au Nord Entreprendre; la CPME 13, EDF, et Visionari. Ce projet vient d'être retenu et labellisé, obtenant un financement de 7,5 millions d'euros sur les 10 prochaines années dont 731 000 € pour Avignon Université.

### La Villa Créative : un tiers-lieu au service de l'axe Culture, Patrimoine et Sociétés numériques

Avignon université, qui a franchi la première phase de sélection de l'appel à manifestation d'intérêt sur les sociétés universitaires et de recherche (SUR), ouvrira en 2023 une "Villa créative". Ce tiers lieu comprendra notamment un pavillon dédié à la recherche et des espaces de bureaux, de formation et d'exposition, dont une partie sera louée à des acteurs du territoire. Conçue autour de l'axe thématique "culture, patrimoine et sociétés numériques" de l'université, cette villa rassemblera "l'écosystème territorial", explique à AEF info son président Philippe Ellerkamp, le 10 septembre 2020.

### La fondation

Depuis trois ans la situation de la fondation était incertaine. En l'absence de don, les actions entreprises ont été intégralement financées par la dotation initiale consommable.

L'incertitude a été levée avec la mise en place le 10 décembre 2020 d'un nouveau conseil de gestion qui a élu un nouveau Président, M Philippe Obert.

## 2 PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les présents comptes sont établis en application du “*recueil des normes comptables pour les établissements publics*” et de l’*instruction comptable commune*”, applicables aux établissements publics.

Ils ont été arrêtés (Article R719-101 du code de l'éducation) “*conjointement par l'ordonnateur et l'agent comptable*” à la date du 16 mars 2021.

### 2.1 Principes et méthodes d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### 2.2 Comparabilité des comptes

Les comptes sont conformes aux règles et procédures en vigueur susvisées.

Ils sont établis selon des méthodes permanentes dans le but d'assurer leur comparabilité, à la fois avec les états financiers d'entités différentes ainsi qu'avec les états financiers de notre entité dans le temps.

L'annexe présente les changements de méthodes comptables, d'estimation et les corrections d'erreurs ayant eu lieu au cours de l'exercice sans reproduire (sans répéter) les informations/explications fournies dans les états financiers des exercices antérieurs.

#### a) Changement de méthodes comptables

Néant

#### b) Changement d'estimations comptables

Néant.

#### c) Corrections d'erreurs

Néant.

### 3 NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

#### 3.1 *Actif immobilisé*

Par catégorie d'immobilisation vous trouverez ci-après les informations relatives aux :

- ✓ Modes et méthodes d'évaluation appliqués à la date de comptabilisation initiale et à la date de clôture :
- ✓ Méthodes ou conventions d'évaluation utilisées pour déterminer la valeur brute comptable des immobilisations :
- ✓ Amortissements (modes d'amortissement, taux d'amortissements et durées d'amortissements utilisés) :

Rubriques et postes (en euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions / Mises à disposition / Transferts	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>622 414</b>	-	<b>35 890</b>	-	<b>32 396</b>	<b>625 909</b>
Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-	-	-
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	518 844	-	35 890	-	32 396	522 339
Droit au bail	-	-	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	103 570	-	-	-	-	103 570
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>70 796 413</b>	-	<b>2 350 659</b>	-	<b>182 211</b>	<b>72 964 862</b>
Terrains	8 095 886	-	19 597	-	-	8 115 483
Constructions	48 019 160	-	652 714	-	1 453	48 670 421
Installations techniques, matériels, et outillage	7 160 716	-	481 938	-	28 147	7 614 507
Collections	1 403	-	-	-	-	1 403
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	1	-	-	-	-	1
Autres immobilisations corporelles	7 519 248	-	1 196 410	-	152 611	8 563 048
<b>Immobilisations mises en concession</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Immobilisations corporelles en cours</b>	<b>149 956</b>	-	<b>228 556</b>	-	-	<b>378 512</b>
<b>Immobilisations grevées de droits</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Immobilisations corporelles (Biens vivants)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Immobilisations financières</b>	<b>414 319</b>	-	<b>1 210</b>	-	<b>1 429</b>	<b>414 100</b>

a) *Immobilisations incorporelles*

- Les immobilisations incorporelles sont composées essentiellement de logiciels. Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition y compris les frais liés à leur mise en service. Les logiciels à usage interne créés sont évalués à leur coût de production.
- Les autres concessions et droits similaires correspondent principalement à des droits d'exploitation de brevets.
- Les immobilisations incorporelles d'une valeur unitaire inférieure à **800 € HT** sont comptabilisées en charge.

b) *Immobilisations corporelles*

- Les acquisitions dont la valeur unitaire est inférieure à **800 € HT** sont comptabilisées en charge.
- Le parc immobilier des biens remis en dotation par l'Etat et contrôlés par l'Université d'Avignon, a été intégré à l'actif de l'Université d'Avignon. La valorisation de ces biens a été estimée à partir des évaluations France Domaine, à l'exception :
  - o Du Bâtiment Jean-Henri Fabre, inscrit pour sa valeur historique, soit le coût des travaux engagés pour sa mise en service et dont la prise en charge des dépenses a été confiée à l'Université d'Avignon et au Rectorat d'Aix-Marseille.
  - o Du Terrain sur lequel le bâtiment Jean-Henri Fabre a été construit, acheté par l'Etat pour 1 € symbolique mais inscrit pour son évaluation par le conservateur des hypothèques, soit 798 K€.
  - o La partie classée du bâtiment Nord du Site universitaire Hannah Arendt comptabilisée à l'euro symbolique.
- Les autres immobilisations corporelles (dont le parc immobilier des biens propres) sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les frais accessoires).

*Bâtiments affectés par l'Etat \**

SITES	Bâtiments	Terrains
CAMPUS AGROSCIENCES *	2 229 514	1 193 443
HANNAH ARENDT PARTIE CLASSEE *	1	3 263 529
CAMPUS HANNAH ARENDT *	9 790 588	
CAMPUS JEAN HENRI FABRE	15 752 933	798 000
CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE *	2 591 536	457 329
CHABRAN CHAUFFERIE *	22 598	486 915
CHABRAN FORMATION CONTINUE *	2 727 178	
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE *	3 241 104	571 959
LABORATOIRE DE MATHEMATIQUES	1 749 083	-
MAISON DES ETUDIANTS (SITE HANNAH ARENDT) *	283 080	49 955
PASTEUR BATIMENT A *	3 513 182	678 600
PASTEUR BATIMENT B *	174 199	
PASTEUR BATIMENT C *	285 310	
PASTEUR BATIMENT D *	342 749	
PASTEUR BATIMENT TECHNIQUE *	110 000	
PASTEUR SERRE *	101 606	
POLE SPORTIF *	1 060 480	589 000

✓ **Acquisitions significatives de l'exercice 2020:**

- Acquisition de solutions de captations 251K€
- Matériels scientifiques : serveur de calcul 94k€, pilote microfiltration 56k€
- Travaux de voirie site universitaire Hannah Arendt 64k€
- Equipements informatiques 625k €

✓ **Spécificités liées aux biens historiques et culturels (BHC)**

L'Université d'Avignon contrôle le Site universitaire Hannah Arendt, dont la partie classée du bâtiment Nord est un bien historique et culturel comptabilisé à l'euro symbolique

c) *Immobilisations financières*

- Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.
- Une provision pour dépréciation est enregistrée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur actuelle des titres de participation est inférieure à leur valeur nette comptable.

✓ *Spécificités liées aux filiales et participations***Filiales et participations**

Informations Financières	Niveau de contrôle (quote-part détenue)	Apports de fonds effectués (en euros)	Observations
<b>Filiales et participations</b>			
A. Renseignements concernant les filiales			
1. Filiales françaises			
2. Filiales étrangères			
B. Renseignements concernant les participations			
1. Participations dans des entités françaises <b>SAS PACAVALO - SIREN 4876294920</b>	14,81%	13 330	Provisionné à 100% Résultat 2019 (perte) -4 703€
2. Participations dans des entités françaises <b>SAS SATT PACA CORSE (SATT SUD EST) SIREN 539768085</b>	2,20%	396 000	Provisionné à 88% Capitaux propres au 31/12/2020 : - 589 190 k€ Résultat 2020 (perte) : - 121 799 €
3. Participations dans des entités françaises <b>SAS LKSPATIALIST - SIREN 811794015</b>	8,06%	3 750	Capitaux propres au 30/06/2019 : + 45 k€ Résultat 30/06/2019 (perte) : - 548 k€
4. Participations dans des entités françaises <b>UV-BOOSTING - SIREN 824904569</b>	5,00%	980	Capitaux propres au 31/12/2017 : + 241 k€ Résultat 2017 (perte) : - 58 k€

*d) Amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé*

Les dotations aux amortissements et les dépréciations sont présentées dans les rubriques auxquelles elles se rapportent selon qu'elles revêtent un caractère de fonctionnement, d'intervention ou financier. Selon le même principe, les reprises d'amortissements, de provisions et de dépréciations sont présentées en produits de fonctionnement ou en produits financiers.



## Amortissements

- ✓ Modes d'amortissement utilisés : Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation envisagée.

Taux d'amortissement ainsi que durées d'amortissement utilisées :

Immobilisations	Durées d'amortissement
Immobilisations incorporelles	5 ans
Matériel scientifique et industriel	8 ans
Collection de documentation	8 ans
Matériel de transport	8 ans
Matériel informatique et bureautique	5 ans
Matériel pédagogique	8 ans
Mobilier de bureau	8 ans
Matériel divers	8 ans

A noter que ces investissements peuvent faire l'objet d'attribution de subventions d'investissement inscrites au passif du bilan et reprises au rythme des amortissements des biens financés (en fonction de la réglementation en vigueur).

Conformément à l'instruction n°06-007-M9 du 23 janvier 2006, l'université a mis en place la comptabilisation et l'amortissement des actifs par composants. Ainsi, les biens existants constitutifs du parc immobilier ont été ventilés suivant la répartition ci-après.

Parc immobilier (intégration par composants)	Durées d'amortissement
Gros œuvres	30 ans
Menuiseries extérieures	20 ans
Toiture étanchéité	20 ans
Fluides (Chauffage climatisation ...)	20 ans
Aménagements intérieurs	20 ans

Le financement par l'État (ou par un autre tiers), figurant au passif et rattaché à un actif d'un établissement public, doit évoluer symétriquement à l'actif qu'il finance. Ainsi, pour un actif amortissable, la reprise du financement en compte de résultat est effectuée sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'actif financé.

## Tableau des amortissements

Rubriques et postes (en euros)	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>441 614</b>	<b>80 409</b>	- <b>32 396</b>	<b>489 627</b>
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	368 256	61 450	- 32 396	397 310
Droit au bail	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	73 358	18 959	-	92 316
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>25 225 058</b>	<b>3 017 342</b>	- <b>180 765</b>	<b>28 061 635</b>
Terrains	1 119	807	-	1 926
Constructions	14 427 942	2 102 046	- 7	16 529 981
Installations techniques, matériels, et outillage	5 208 059	396 530	- 28 147	5 576 442
Collections	-	-	-	-
Dépenses ultérieures sur biens historiques et culturels	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	5 587 937	517 960	- 152 611	5 953 286
<b>Immobilisations mises en concession</b>	-	-	-	-
<b>Immobilisations grevées de droits</b>	-	-	-	-

## Dépréciations

Les seules provisions pour dépréciations de l'actif immobilisé concernent les immobilisations financières (cf. tableau §3.5)

### 3.2 Stocks et en-cours

Néant

### 3.3 Créances

- Les méthodes d'évaluation des créances (lors de leur comptabilisation initiale et à la clôture) sont : Les créances sont inscrites en comptabilité à leur valeur nominale. Sans diligence de la part de l'agence comptable, elles sont éteintes au bout de 5 ans pour les personnes de droit privé (personnes morales ou physiques) et 4 ans pour les personnes de droit public. Les provisions pour dépréciation des créances sont déterminées en fonction du risque d'irrecouvrabilité.
- En 2020, Les décisions d'apurement de créances par la procédure d'admission en non valeur et de remises gracieuses représentent **10 959,10 €**.

Un tableau des dépréciations de l'actif par grandes natures d'actif figure **au §3.5**.

Sont inscrits sous cette rubrique, les montants suivants : les droits d'inscription des étudiants dus, les droits de formation continue ou à distance non recouverts, et de manière générale, toute créance client restant à recouvrer

Rubriques et postes (en euros)	Montant	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>-</b>
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres créances immobilisées	40	40	-
<b>Créances de l'actif circulant</b>	<b>2 973 334</b>	<b>2 973 334</b>	<b>-</b>
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	1 622 280	1 622 280	-
Créances clients et comptes rattachés	1 239 653	1 239 653	-
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	22 671	22 671	-
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	-	-	-
Créances sur les autres débiteurs	23 604	23 604	-
Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	65 125	65 125	-
<b>TOTAUX</b>	<b>2 973 374</b>	<b>2 973 374</b>	<b>-</b>

**3.4 Valeurs mobilières de placement et disponibilités**

Néant.

**3.5 Dépréciations (de l'actif)****Tableau des dépréciations**

Rubriques et postes (en euros)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations financières	387 330	-	-	387 330
Dépréciations des stocks en-cours	-	-	-	-
Dépréciations des comptes de tiers	27 360	118 894	- 11 023	135 231
Dépréciations des comptes financiers	-	-	-	-
<b>Total des dépréciations</b>	<b>414 690</b>	<b>118 894</b>	<b>- 11 023</b>	<b>522 561</b>

L'augmentation des dépréciations sur compte clients s'explique en partie par les préconisations de suspension de tout acte de poursuite sur la période de confinement et par les difficultés de mettre en oeuvre les procédures de recouvrement forcé en télétravail.

**3.6 Fonds propres**

(En euros)	Sociétés	31/12/2019	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Régularisations	31/12/2020
Financements de l'actif par l'état	AU	30 295 624		126 031	- 1 530 278	-	28 891 377
Financements de l'actif par des tiers	AU	10 240 018		132 907	- 511 651	-	9 861 273
Dotations pérennes	Fondation	250 000			-	-	250 000
Dotations consommables	Fondation	-			-	-	-
Total fonds propres des Fondations		250 000	-	-	-	-	250 000
Réserves	AU	6 854 593	-	-	-	-	6 854 593
Report à nouveau	AU	6 849 234		2 501 132	-	-	9 350 366
Report à nouveau	Fondation	236 856		-	- 111 030	-	125 826
Total Report à nouveau		7 086 090	-	2 501 132	- 111 030	-	9 476 192
Résultat de l'exercice 2019	AU	2 501 132	- 2 501 132				
Résultat de l'exercice 2019	Fondation	- 111 030	111 030				
Résultat de l'exercice 2020	AU			1 620 693	-		1 620 693
Résultat de l'exercice 2020	Fondation			-	- 63 834		- 63 834
Total Résultat de l'exercice		2 390 102	- 2 390 102	1 620 693	- 63 834	-	1 556 859
TOTAL DES FONDS PROPRES		57 116 427	- 2 390 102	4 380 762	- 2 216 792	-	56 890 295

Le résultat excédentaire de l'exercice clos le 31 décembre 2019, soit **+ 2 390 102 €** (dont le résultat excédentaire de **2 501 132€** relatif au budget établissement et le résultat déficitaire **- 111 030 €** de la fondation universitaire) a été affecté en report à nouveau conformément à la décision du Conseil d'administration du 10 mars 2020.

#### *3.6.1 Financements reçus*

Les caractéristiques des principaux financements des actifs dont notre établissement a bénéficié dans l'exercice ainsi que celles des principaux financements en cours sont les suivantes :

## TABLEAU DES FINANCEMENTS DE L'ACTIF

Rubriques et postes (en euros)	Cumul au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à reprise de la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
<b>Financements de l'actif par l'état</b>	<b>30 295 624</b>	<b>126 031</b>	<b>-</b>	<b>-1 482 740</b>	<b>-</b>	<b>- 47 538</b>	<b>28 891 377</b>
<b>Financements non rattachés à un actif</b>							
- Financements rattachés à un actif :	<b>26 712 663</b>	<b>126 031</b>	-	- 1 225 800	-	- 47 538	<b>25 565 356</b>
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	26 712 663	126 031	-	- 1 225 800	-	- 47 538	25 565 356
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	-	-	-	-	-	-	-
- Financement des autres actifs :	<b>3 582 961</b>	-	-	- 256 940	-	-	<b>3 326 021</b>
o État	3 556 519	-	-	- 248 296	-	-	3 308 222
o Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	8 747	-	-	- 3 167	-	-	5 580
o Autres	17 696	-	-	- 5 477	-	-	12 219
<b>Financements de l'actif par des tiers autres que l'état</b>	<b>10 240 018</b>	<b>132 907</b>	<b>-</b>	<b>- 507 345</b>	<b>-</b>	<b>- 4 306</b>	<b>9 861 273</b>
<b>Financements non rattachés à un actif</b>	-	-	-	-	-	-	-
- Régions	-	-	-	-	-	-	-
- Départements	-	-	-	-	-	-	-
- Communes et groupements de communes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres collectivités et établissements publics	-	-	-	-	-	-	-
- Union Européenne	-	-	-	-	-	-	-
- Autres organismes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	-	-	-
<b>Financements rattachés à un actif</b>	<b>10 240 018</b>	<b>132 907</b>	<b>-</b>	<b>- 507 345</b>	<b>-</b>	<b>- 4 306</b>	<b>9 861 273</b>
- Régions	5 444 258	-	-	- 152 347	-	- 1 782	5 290 129
- Départements	3 450 030	-	-	- 168 252	-	-	3 281 778
- Communes et groupements de communes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres collectivités et établissements publics	427 763	-	-	- 15 495	-	- 1 172	411 096
- Union Européenne	730 242	-	-	- 34 351	-	-	695 891
- Autres organismes	50 522	-	-	303	-	- 1 353	49 472
- Autres	137 203	132 907	-	- 137 203	-	-	132 907
<b>TOTAUX</b>	<b>40 535 642</b>	<b>258 937</b>	<b>-</b>	<b>- 1 990 085</b>	<b>-</b>	<b>- 51 844</b>	<b>38 752 650</b>

### 3.7 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise dès lors que cumulativement :

- L'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers,
- Il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci,
- L'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

Concernant les provisions, il a été effectué une reprise sur provisions sur les dossiers contentieux pour lesquels il y a eu rejet de la demande devant le juge et ceux dont la situation de risque n'est plus avéré. Concernant l'augmentation de celle-ci, elle est liée à l'évaluation de dommages et intérêts importants (+ de 100 k €) qu'il était souhaitable de provisionner.

#### Tableau des provisions

Rubriques et postes (en euros)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
<b>Provisions réglementées</b>	-	-	-	-	-
<b>Provisions pour risques</b>	57 898	160 201	-	- 29 992	188 107
Provisions pour litiges	57 898	160 201		- 29 992	188 107
Provisions pour garanties données aux clients					-
Provisions pour pertes sur marchés à terme					-
Provisions pour amendes et pénalités					-
Provisions pour pertes de change					-
Provisions pour pertes sur contrat					-
Provisions pour risque d'emploi					-
Autres provisions pour risques :					-
<b>Provisions pour charges</b>	-	-	-	-	-
<b>Total des provisions</b>	57 898	160 201	-	- 29 992	188 107

### 3.8 Dettes

#### Tableau des dettes

Rubriques et postes (en euros)	Montant	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus de 5 ans
<b>Dettes financières</b>	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	-	-	-	-
Dettes financières et autres emprunts	-	-	-	-
<b>Dettes non financières</b>	<b>7 866 323</b>	<b>7 866 323</b>	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	715 808	715 808	-	-
Dettes fiscales et sociales	2 523 594	2 523 594	-	-
Avances et acomptes reçus	3 829 691	3 829 691	-	-
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	160 740	160 740	-	-
Autres dettes non financières	249 087	249 087	-	-
Produits constatés d'avance	387 403	387 403	-	-
<b>TOTAUX</b>	<b>7 866 323</b>	<b>7 866 323</b>	-	-

Le poste avances et acomptes reçus concerne principalement les avances sur subventions pour les conventions suivies selon la méthode de l'avancement.

Les dettes augmentent de 1 577 k €. Le plus gros poste d'évolution concerne les avances et acomptes reçus 952 k € en lien avec la signature de nouveaux contrats de recherche et la réussite aux appels à projets.

On notera aussi concernant les opérations pour compte de tiers, l'impact lié à la crise sanitaire qui a freiné fortement les mobilités internationales.

### 3.9 *Autres informations concernant le bilan : Charges à payer, charges constatées d'avance, produits à recevoir, produits constatés d'avance.*

Ce mécanisme comptable a pour but d'assurer le respect du principe d'indépendance des exercices. Il permet d'intégrer dans le résultat de fonctionnement toutes les charges et les produits qui s'y rapportent.



**Les charges à payer**

Type de charges à payer (en euros)	Montant 31/12/2020	Montant 31/12/2019
<b>Fournisseurs et comptes rattachés :</b>	<b>709 951</b>	<b>750 969</b>
Fournisseurs - factures non parvenues	709 951	750 969
<b>Personnel et organismes sociaux :</b>	<b>2 526 530</b>	<b>2 139 219</b>
Congés payés	355 103	313 462
Charges sociales sur CP	239 241	208 621
Heures complémentaires + CET et autres rémunérations	1 379 957	1 240 594
Charges sociales sur heures complémentaires + CET et autres rémunérations	552 229	376 541
<b>TOTAL</b>	<b>3 236 481</b>	<b>2 890 188</b>

- Notes relatives à l'évaluation des charges à payer de personnel :

- ✓ congés payés :

La provision pour congés payés est calculée à partir des jours de congés payés acquis à la clôture de l'exercice mais non consommés, valorisés sur la base de la rémunération du dernier salaire chargé connu des agents (coût moyen journalier établi à partir de la paie de l'exercice), à l'exception des enseignants et des enseignants chercheurs.

Les droits à congés des enseignants et des enseignants chercheurs ne font pas l'objet d'un suivi particulier compte tenu de leur statut. Aucune évaluation fiable du montant de l'obligation au titre des droits à congés ne pouvant donc être réalisée, il n'a pas été comptabilisé de provision pour congés à payer pour les enseignants et enseignants chercheurs à la clôture de l'exercice.

- ✓ Compte-épargne temps :

Conformément à l'arrêté du 28 novembre 2018, le nombre de jours déposés sur un CET doit désormais être supérieur à 15 (antérieurement 20) pour être valorisés par le barème journalier d'une indemnisation.

Le nombre de jours inférieurs à 15 a été valorisé par le coût moyen journalier chargé, par catégorie.

**Les charges constatées d'avance** sont utilisées en comptabilité pour neutraliser l'impact sur le résultat des charges qui ont été comptabilisées au titre d'une période mais qui concernent une période suivante. Les charges constatées d'avance sont principalement relatives à des abonnements et des ouvrages. En 2020, ces CCA représentent **65 k€** et sont en baisse de 30 k€, notamment du fait de l'absence de charges liées aux opérations Campus France.

**Les produits à recevoir**

Un produit à recevoir est un produit connu avec certitude à la clôture de l'exercice, rattachable à l'exercice concerné, mais dont la pièce comptable correspondante n'a pas encore été émise.

<b>Clients - Factures à établir (compte 4181) (en euros)</b>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Formation continue - SFTLV	87 685	192 878
Formation continue - CERI	11 479	21 320
Formation continue - IUT	103 311	93 749
Divers (ex : dons fondation, ...)	-	-
<b>TOTAL Clients - Factures à établir (compte 4181)</b>	<b>202 475</b>	<b>307 946</b>
<b>Subventions d'investissements à recevoir (compte 44871)</b>	<b>622 048</b>	<b>392 710</b>
<b>Subventions de fonctionnement à recevoir (compte 44877)</b>	<b>679 213</b>	<b>518 476</b>
<b>TOTAL - Produits à recevoir</b>	<b>1 503 735</b>	<b>1 219 132</b>

**Les produits constatés d'avance** sont des produits qui sont reportés sur l'exercice suivant. Ils sont essentiellement constitués de droits d'inscription, de recettes de formation continue .

<b>PCA - Détail (compte 487*)</b>	<b>Montant (en euros) 31/12/2020</b>	<b>Montant (en euros) 31/12/2019</b>
Formation continue	178 058	106 840
Droits d'inscriptions	0	0
Prestations rech.	162 023	128 670
PCA MDI + SUAPS	47 323	60 965
<b>TOTAL</b>	<b>387 403</b>	<b>296 475</b>

Les produits à recevoir et les produits constatés d'avance sont impactés par la réforme du financement de la formation professionnelle et notamment la mise en place du Compte Personnel de Formation et l'instauration d'un nouveau circuit de règlement faisant intervenir la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). La CDC verse un acompte de 25% dès validation des dossiers, puis le solde selon le service fait déclaré et le nombre de jours passés en formation.

4

NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Les charges et produits sont enregistrés suivant les principes comptables généralement admis.

En particulier :

- la rémunération des heures de cours complémentaires fait l'objet d'une estimation à la clôture de l'exercice basée sur le nombre d'heures de cours déjà réalisées.

Les recettes sont généralement constatées :

- lors de la signature de la convention pour la formation continue au prorata de l'année,
- à l'avancement de la formation pour l'apprentissage,
- la subvention de fonctionnement de l'Etat est attribuée pour l'année civile,
- Pour rappel : cas spécifique des recettes liées à des opérations pluriannuelles

- ✓ Les opérations pluriannuelles sont des opérations dont l'exécution s'étend sur au moins deux périodes comptables ou exercices. Deux catégories d'opérations pluriannuelles coexistent : les opérations sans contrepartie directe (subvention reçue par l'organisme) et les opérations avec contrepartie directe (contrat à long terme).
- ✓ Contrepartie directe :  
Une contrepartie directe s'entend comme la production d'un livrable portant sur la construction ou la réalisation d'un bien, d'un service ou d'un ensemble de biens ou services par l'organisme au bénéfice du financeur.
- ✓ Subventions :  
Les subventions sont des produits de l'organisme dont le financeur n'attend pas de contrepartie directe d'une valeur équivalente. Elles peuvent servir à financer de l'investissement ou le fonctionnement de l'organisme.  
Deux catégories de subvention coexistent :
  - la subvention accordée sans condition, le droit du bénéficiaire est acquis dès la date de notification de la subvention ;
  - la subvention accordée sous conditions, le droit du bénéficiaire est acquis lorsque les conditions sont réalisées.

Les subventions sont comptabilisées lors de l'acquisition du droit.

- ✓ Contrats à long terme :  
Les contrats à long terme sont des opérations qui s'inscrivent dans le cadre de projets uniques ayant fait l'objet d'une négociation spécifique. Ces opérations comprennent toujours une contrepartie directe d'une valeur équivalente au financement reçu. Les recettes sont enregistrées à la clôture de l'exercice à hauteur des dépenses de fonctionnement et de personnel réalisées.

Le produits relatifs aux contrats à long-terme, en l'absence d'évaluation fiable du résultat à terminaison, sont comptabilisés à hauteur des charges de l'exercice.

Les produits des autres opérations pluriannuelles sont comptabilisés au prorata temporis sur la durée d'exécution des opérations.

**Résultat d'exploitation (Ventilation par nature du montant total des recettes et des dépenses)**

En k€	2020	2019
Droits d'inscription	1 951	1 381
Prestations de recherche	875	770
Formation continue	1 572	1 742
Autres prestations de service	608	878
Subventions de fonctionnement Etat	51 261	50 063
Autres subventions	2 844	2 954
Taxe d'apprentissage	119	203
Quote-part de dotation consommable virée au résultat (fondation)	0	50
Autres produits d'exploitation	196	124
Taxes affectées (CVEC)	418	523
Reprise des subventions et de provisions	2 053	2 203
<b>Recettes d'exploitation</b>	<b>61 897</b>	<b>60 892</b>
Achats	1 639	1 737
Charges externes	4 214	5 055
Impôts, taxes et virements assimilés	627	615
Frais de personnel et charges sociales	48 406	46 471
Dotations aux amortissements et provisions	3 377	3 085
Autres charges	1 778	1 247
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>60 042</b>	<b>58 209</b>
<b>Charges d'intervention</b>	<b>295</b>	<b>290</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 560</b>	<b>2 392</b>

**Les droits d'inscription**

L'augmentation des droits d'inscription constatée entre 2019 et 2020 s'explique d'une part par l'augmentation du nombre d'étudiants en première année, mais surtout par l'application des droits d'inscription différenciés pour les étudiants extra-communautaires.

Pour rappel, les étudiants extra-communautaires doivent s'acquitter de droits d'inscription qui s'élèvent pour le premier cycle à **2 770 euros** et **3 770 euros** pour des diplômes de deuxième cycle (contre respectivement **170** et **243 euros** pour des étudiants nationaux et assimilés).

Par ailleurs, l'Université d'Avignon a mis en œuvre une politique d'exonération ramenant les droits majorés applicables aux étudiant.e.s assujetti.e.s dont elle a accepté l'inscription au taux des droits appliqués aux nationaux et assimilés.

Par conséquent, cette hausse du produit des droits d'inscription doit s'analyser concomitamment à l'augmentation des « autres charges » qui retrace en comptabilité la politique d'exonération de l'établissement. L'évaluation de l'impact des exonérations est ainsi comptabilisé en produits de droits d'inscription et en autres charges pour le même montant, soit 1 176 k€.

La progression notable s'explique par le fait que l'exonération des droits différenciés vaut pour tout le cursus universitaire de l'étudiant extra-communautaire. Ainsi le montant comptabilisé en

2020 comprend à la fois les droits acquittés par les primo-entrants mais aussi pour les étudiants déjà exonérés en 2019.

#### La Contribution à la Vie Etudiante et de Campus

Le produit de la CVEC est en diminution. Cette baisse est liée non pas à une baisse du nombre d'étudiants mais à la gestion de la CVEC en mode pérenne.

Pour rappel, conformément aux circulaires DGFIP/MESRI du 5 décembre 2018 et du 16 janvier 2020, la CVEC enregistrée au cours de l'exercice 2019 correspondait au versement de la totalité du produit de l'année universitaire 2018-2019 auquel s'ajoutait un premier versement de 50% du montant de l'année universitaire 2019-2020 calculé sur la base des étudiants inscrits en formation initiale au 15 octobre 2019.

Cette gestion provisoire avait conduit à titrer en produit le versement sous forme d'avance de 2018 et les versements de mai et octobre 2019 (plus précisément, la CVEC comptabilisée sur l'exercice 2019 s'éleva à **523 k€** dont **399 k€** au titre de l'année universitaire 2018-2019 et **124 k€** au titre de l'année universitaire 2019-2020). Depuis l'exercice 2020 et conformément aux instructions ministérielles, il est émis un titre à chaque versement du CROUS.

On notera que le 1er versement de 2020 correspond au solde de l'année universitaire 2019/2020 et a vu une augmentation de la part établissement celle-ci passant de 41 euros à 59,92 euros (**274 k€**). Ce montant étant ramené à 42€ pour l'année universitaire 2020/2021 (**144 k €**).

#### La taxe d'apprentissage

On notera une baisse des produits de la taxe d'apprentissage ( **202 k€** en 2019 et **119 k€** en 2020) dont on peut penser qu'elle est en lien direct avec d'une part le vote de la « Loi Avenir professionnel » (qui fixe désormais à 13% le montant de TA pouvant être fléché vers les universités (contre 23% antérieurement).

Pour ce qui est des charges, l'impact du confinement a entraîné une baisse des charges courantes notamment les charges externes.

Concernant les charges de personnel, l'augmentation est liée à des recrutements (+18 ETPT) et l'augmentation des charges à payer de l'exercice.

Pour les autres charges l'impact est en lien direct avec la politique d'exonération de l'établissement pour les étudiants extra-communautaires (voir supra).

## Résultat financier

En k€	2020	2019	Variation 2020/2019
			en k€
Produits des valeurs mobilières de placement	0	0	-
Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	0	0	-
Reprise pour dépréciation des immobilisations financières	0	220	- 220
Autres produits financiers	1	0	1
<b>Total produits financiers</b>	<b>1</b>	<b>220</b>	<b>-219</b>
Dotation pour dépréciation des immobilisations financières	0	220	-220
Charges financières diverses	3	2	1
<b>Total charges financières</b>	<b>3</b>	<b>222</b>	<b>-219</b>
<b>Résultat Financier</b>	<b>-3</b>	<b>-2</b>	<b>-1</b>

Cette année, l'établissement n'a pas eu à procéder à une recapitalisation de la SATT Sud-est comme l'année précédente ce qui explique les fortes variations entre les deux exercices.

## 5 AUTRES INFORMATIONS

Cette partie regroupe généralement les informations (significatives) ne concernant pas un poste précis des états financiers.

### 5.1 *Événements postérieurs à la clôture*

Néant

### 5.2 *Bail emphytéotique*

Dans le cadre du projet CPER 3A et du projet de transfert du laboratoire de Pharm-Ecologie Cardiovasculaire (LaPEC) sur le site de l'INRAE, l'INRAE met à disposition, pour effet de le rénover dans le cadre d'un bail emphytéotique, un bâtiment, localisé à Avignon-Montfavet (site Agroparc).

Le bail est consenti et accepté pour une durée de soixante-dix années entières et consécutives à compter de la date de signature (6 février 2019) du présent bail emphytéotique par les parties. Le bail est consenti et accepté moyennant une redevance annuelle fixée à **4 837,50 euros HT** (soit **338 625 euros HT** sur 70 ans). Ce montant sera actualisé chaque année, à la date anniversaire de prise d'effet du bail.

Le traitement comptable retenu pour le traitement de ce bail emphytéotique est celui applicable aux contrats de location, avec la constatation en charge des échéances contractuelles.

### 5.3 *Engagements hors bilan*

#### ***Engagements donnés***

A la SATT PACA CORSE S.A.S. (« SATT Sud Est ») :

Dans le cadre de la contractualisation avec l'ANR, l'Université d'Avignon s'est engagée à confier à la SATT l'exclusivité de la valorisation des résultats de certaines unités de recherche.

#### ***Engagements reçus :***

Garanties à 1ère demande :

Entreprise SAS ROUMEAS **(2 k€)**

Entreprise INDIGOT BATIMENT **(8 k€)**

Entreprise REFLETS DU SUD **[5 k€)**

**Autres engagements financiers significatifs :**

Tableau des autorisations d'engagements significatives n'ayant pas donné lieu, en 2020, à certification du service fait par l'ordonnateur.

Fourn./Div. fourn.	Désignation	Reste à livrer
4999 ENGIE SOLUTIONS	OP MDR : TX ELECTRICITE	23 807,490
4999 ENGIE SOLUTIONS	OP MDR : INSTAL. 6 CLIM. ET GROUPE FROID	29 403,280
4999 ENGIE SOLUTIONS	OP COM : INSTAL. 4 CLIM.	17 722,700
4999 ENGIE SOLUTIONS	OP MDI : TX ELECTRICITE	22 593,010
4999 ENGIE SOLUTIONS	OP MDI : CLIMATISATION	38 200,000
5897 BUROLIA EURL	ESPACE TRAVAIL IND. ACOUSTIQUE + CHAISE	15 702,720
455 RENAULT AVIGNON SERVICE AUTOM	ACHAT TRAFIC COMBI - PSU	25 169,580
4285 SYS LAB SARL	REPLACEMENT GAINES TEXTILES - R+2	16 008,000
1615 KPMG S.A.	CERTIFICATION LEGALES DES COMPTES 2021	15 950,000
1615 KPMG S.A.	CERTIFICATION LEGALES DES COMPTES 2022	15 950,000
5099 ACTIVE PROLEARN SAS	18003: MISE EN SERVICE D'UN TABLEAU DE B	35 333,330
4405 REFLETS DU SUD	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 4 - MENUISER.	39 884,100
4407 SOCIETE ELECTRIQUE DE TRAVAU	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 7 - ELECTRICI	136 000,000
4787 SAS HIMMOG	17011: MISSION D'ASSISTANCE GENERALE A M	18 355,750
4999 ENGIE SOLUTIONS	RENOVATION ECLAIRAGE - PLAN DE RELANCE	33 245,190
5220 AVANT PROPOS ARCHITECTES	18001 : MOE LAPEC	23 103,190
5782 FERRONNERIE VAUCHEL	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 5 - SERRURERI	17 160,000
5783 ABHA RESEAUX	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 2 - GROS OEUV	43 446,550
5791 LAGARDE JEAN BERNARD	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 10 - PEINT. S	57 000,000
5792 SOCIETE TRESQUOISE D'ISOLATION	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 9 - PLAT./F P	44 026,180
5794 DAGARD	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 13 - CLOISONS	60 754,260
5795 ISEA	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 6 - PLOMB/CVC	348 841,460
5814 INDIGO BATIMENT	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 3 - COUV. BAR	98 388,550
5824 ENTREPRISE BASSEREAU	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 12 - MOBILIER	29 971,000
5824 ENTREPRISE BASSEREAU	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 08 - MEN. INT	33 229,000
5825 CRM FRANCE SUD	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 15 - BRIS SOL	75 998,980
70 UGAP-AGT CPT	ACHAT 2 VEHICULES	15 821,690
274 DELL SAS	100 x Latitude 5410 / sacoches	67 542,000
2763 SCC SA	RENOUVELLEMENT LICENCE ADOBE	18 925,800
470 CEGAPE	ACQUISITION LOGICIEL WINPAIE RH	77 510,000
5533 VIATITUDE	ROUTEUR PARE FEU	27 820,000
430 FISHER SCIENTIFIC SAS	15945171 EVOS M5000 IMAGING SYSTEM	45 196,380
5723 SARL LORDIL	microscope ZEISS part LABORATOIRE HYDRO	15 268,000
635 WATERS SAS	maintenance annuelle	23 655,000
5839 NWS-TECH	Machine découpe laser	19 373,690
<b>Total</b>		<b>1 626 356,88</b>



#### 5.4 Effectifs

Ventilation par catégories des effectifs en équivalents temps plein travaillé (ETPT) au 31 décembre 2020 selon la répartition suivante :

	2020	2019
Titulaires + CDI	510,8	502,1
CDD	63,1	53,2
<b>Total Emploi ETAT</b>	<b>573,9</b>	<b>555,3</b>
Emplois sur Ressources propres CDI	0	0
Emplois sur Ressources propres CDD	110,1	110,3
<b>Total Emploi RESSOURCES PROPRES</b>	<b>110,1</b>	<b>110,3</b>
<b>TOTAL</b>	<b>684</b>	<b>665,6</b>

#### 5.5 Rapprochement des données comptables et budgétaires

La Gestion Budgétaire établie sur la base de la circulaire GBCP du 9 juillet 2018 suite à l'arrêté du 23/11/2018 portant modification du recueil des Normes Comptables ne fait pas l'objet d'un tableau de rapprochement avec les résultats comptables intégré à l'annexe des Comptes Annuels.

#### 5.6 Le tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie ci-après est destiné à expliquer la variation de trésorerie de l'exercice et à retracer l'origine de cette trésorerie, en la rattachant à différents flux (flux de trésorerie liée à l'activité, aux opérations d'investissement et aux opérations de financement) ; il reprend ainsi toutes les opérations de l'exercice qui se sont traduites par des mouvements de trésorerie, que ces flux soient entrants (encaissements) ou sortants (décaissements). La variation de trésorerie, différence entre la trésorerie d'ouverture et la trésorerie de clôture, est ainsi justifiée et décomposée via le tableau des flux de trésorerie (présentée en page suivante).

Tableau des flux de trésorerie en k€	2020	2019
<i>Flux de trésorerie liés à l'activité</i>		
<b>Encaissements</b>	<b>59 330</b>	<b>59 519</b>
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	54 830	54 444
Produits AVEC contrepartie directe	4 500	5 075
<b>Décaissements</b>	<b>55 417</b>	<b>54 615</b>
Charges de fonctionnement	55 122	54 325
Dont charges de personnel	48 661	47 243
Dont charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	6 462	7 083
Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre	295	290
<b>Total (I)</b>	<b>3 913</b>	<b>4 904</b>
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</i>		
<b>Encaissements</b>	<b>0</b>	<b>30</b>
Cessions d'immobilisations incorporelles	0	27
Cessions d'immobilisations corporelles	0	3
Cessions d'immobilisations financières	0	0
Autres opérations	0	0
<b>Décaissements</b>	<b>2 615</b>	<b>1 552</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	36	131
Acquisitions d'immobilisations corporelles	2 579	1 421
Acquisitions d'immobilisations financières	0	0
Autres opérations	0	0
<b>Total (II)</b>	<b>-2 615</b>	<b>-1 522</b>
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</i>		
<b>Encaissements</b>	<b>1</b>	<b>3</b>
Dotations en capitaux propres	0	0
Emissions d'emprunts	0	0
Autres opérations	1	3
<b>Décaissements</b>	<b>1</b>	<b>3</b>
Remboursements d'emprunts	0	0
Autres opérations	1	3
<b>Total (III)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations gérées pour le compte d'organismes tiers</i>		
<b>Encaissements</b>	<b>1 221</b>	<b>449</b>
<b>Décaissements</b>	<b>665</b>	<b>604</b>
<b>Total (IV)</b>	<b>555</b>	<b>-155</b>
<b>Variation de trésorerie (V=I+II+III+IV)</b>	<b>1 853</b>	<b>3 228</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>14 809</b>	<b>11 581</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>16 662</b>	<b>14 809</b>